LOI N° 2005-011 du 17 octobre 2005 autorisant la ratification de la convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac adoptée à Genève le 21 mai 2003

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté ;
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier : Est autorisée la ratification de la Convention-Cadre de l'OMS pour la lutte antitabac, adoptée à Genève le 21 mai 2003.

Art. 2 : La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Lomé, le 17 octobre 2005

Le Président de la République
Faure Essozimna GNASSINGBE

Le Premier ministre
Edem KODJO

DECRETS

DECRET N° 2005-096/ PR du 11 octobre 2005 portant nomination du Directeur du Service du Protocole de la Présidence de la République

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Vu la Constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu le décret n° 2005-052/ PR du 06 juin 2005 portant organisation des services de la Présidence de la République ;

Le Conseil des Ministres entendu ;

DECRETE

Article premier : Monsieur KPABRE-SYLLI Batienné Arouna est nommé Directeur du Service du Protocole de la Présidence de la République.

Art. 2 : Il a rang d'Ambassadeur.

Art. 3 : Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République Togolaise.

Fait à Lomé, le 11 octobre 2005

Le Président de la République
Faure Essozimna GNASSINGBE

Le Premier Ministre
Edem KODJO

DECRET N° 2005-097/PR du 28 octobre 2005 portant immobilisation à titre conservatoire de MIG 23 et de MI-8

LE PRÉSIDENT DE LA REPUBLIQUE

Vu la résolution 1572 du 15 novembre 2004 du Conseil de Sécurité des Nations Unies, notamment en ses articles 7, 8 et 14 ;

Vu la Constitution du 14 octobre 1992, révisée par la loi N° 2002-029 du 31 Décembre 2002, notamment en son article 58

Sur rapport du ministre délégué à la présidence chargé de la Défense et des Anciens Combattants,

DECRETE :

Article premier : Les aéronefs (MIG 23) immatriculés n° 27204 et 27219, stationnés sur la Base de Transport de Lomé et les deux MI-8 stationnés sur le parking GYPAELE-DARKWOOD à Lomé, sont immobilisés à titre conservatoire et confiés aux diligences du ministre délégué à la présidence chargé de la Défense et des Anciens Combattants.

Art. 2 : Leurs propriétaires disposent d'un délai de deux mois à compter de la date de la parution du présent décret pour se prévaloir auprès du dit ministre du dispositif de dérogation prévu par la résolution 1572 dans son article 14(c)

Art. 3 : Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République Togolaise.

Fait à Lomé, le 28 octobre 2005

Le Président de la République
Faure Essozimna GNASSINGBE

Le Premier Ministre
Edem KODJO

DECRET N° 2005-098/PR portant attributions et organisation du ministère de la Communication et de la Formation civique

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de la Communication et de la Formation civique ;

Vu la Constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu le décret n° 82-137 du 11 mai 1982 fixant les principes généraux d'organisation des départements ministériels ;

Vu le décret n° 2005-055/PR du 08 juin 2005 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret n° 2005-058/PR du 20 juin 2005 portant composition du gouvernement ;

Le Conseil des ministres entendu,

DECRETE

CHAPITRE I^{er} : ATTRIBUTIONS

Article premier : Le ministère de la Communication et de la Formation civique est chargé de la mise en œuvre et de la coordination de la politique du gouvernement dans les domaines de la communication écrite et audiovisuelle ainsi que de la formation civique.

Art. 2 : Le ministère de la Communication et de la Formation civique assure notamment :

- la collecte et la diffusion par les services publics de presse et de communication des informations nationales et internationales ;
- la gestion ou le contrôle technique des différents services de communication écrite et audiovisuelle du secteur public ;
- la conception, la production et/ou la diffusion des programmes de formation civique ;
- la coordination des relations entre le gouvernement et la presse privée nationale et internationale ;
- la mise en œuvre des accords et conventions dans le domaine de la communication et de la formation civique.

CHAPITRE II : ORGANISATION

Art. 3 : Le ministère de la Communication et de la Formation civique comprend :

- le cabinet ;
- les services centraux ;
- les services extérieurs ;
- les organismes et institutions rattachés.

SECTION I^{re} - LE CABINET

Art. 4 : Le cabinet assiste le ministre dans les tâches de conception et d'exécution de la politique du gouvernement en matière de communication et de formation civique. Il veille à la transmission des directives du gouvernement aux différents services du département et assure le contrôle de leur exécution.

Art.5 : Le cabinet comprend notamment les proches collaborateurs du ministre qui sont :

- le directeur de cabinet ;
- l'attaché de cabinet ;
- les conseillers techniques ;
- le chef du secrétariat particulier.

Art. 6 : Le directeur de cabinet veille à l'exécution des directives du ministre. Il coordonne les tâches administratives des services du cabinet.

Il peut recevoir du ministre, délégation de signature pour des actes relevant des attributions du département.

Art. 7 : L'attaché de cabinet seconde le directeur de cabinet dans ses fonctions.

Art. 8 : Les conseillers techniques apportent leurs avis et propositions sur les affaires qui leur sont confiées en raison de leurs compétences.

Art. 9 : Le chef du secrétariat particulier organise le secrétariat du ministre. Il exécute toutes les tâches que le ministre lui confie.

SECTION II - LES SERVICES CENTRAUX

Art. 10 : Les services centraux du ministère de la Communication et de la Formation civique sont :

- la direction générale de la communication ;
- la direction de la formation civique ;
- la direction des affaires communes.

Sous-section 1^{re} - LA DIRECTION GENERALE DE LA COMMUNICATION

Art. 11 : La direction générale de la communication veille à l'exécution, par les différents services techniques, du programme d'action du gouvernement en matière de la communication écrite et audiovisuelle.

Art. 12 : la direction générale de la communication comprend deux (2) divisions :

- la division des affaires juridiques et des études ;
- la division du dépôt légal et de la documentation.

Art. 13 : La direction générale de la communication coordonne les activités des services suivants :

- la télévision togolaise (TVT) ;
- la radio-Lomé ;
- la radio-Kara ;
- la direction nationale des radios rurales ;
- l'Agence Togolaise de Presse (ATOP) ;
- le Centre de Formation et de Recyclage en Communication (CFRC) ;
- le Centre National de Production Audiovisuelle (CNPA).

Paragraphe 1^{er} - La Télévision togolaise (TVT)

Art. 14 : La télévision togolaise a pour mission d'informer, d'éduquer et de divertir, par l'image et le son. Ses émissions sont diffusées sur toute l'étendue du territoire national en français ou toute autre langue étrangère et en langues nationales.

La télévision togolaise est également chargée de l'installation, l'exploitation et la maintenance, sur toute l'étendue du territoire national, d'équipements techniques de réception et de diffusion des images et sons des télévisions du secteur public.

Art. 15 : La télévision togolaise comprend douze (12) divisions :

- la division des programmes ;
- la division des actualités ;
- la division des magazines, enquêtes et sports ;
- la division de la production et des échanges ;
- la division des approvisionnements, de l'énergie et de la maintenance ;
- la division des études, de la documentation et des archives ;
- la division haute fréquence Lomé ;
- la division haute fréquence Mont-Agou ;
- la division haute fréquence Alédjo-Kadara ;
- la division haute fréquence Badou ;
- la division haute fréquence Dapaong ;
- la division des retransmissions, des faisceaux hertziens et des réémetteurs.

Paragraphe 2 - La Radio-Lomé

Art. 16 : La radio-Lomé est chargée d'informer, d'éduquer et de divertir par des émissions produites et diffusées en français, en anglais ou toute autre langue étrangère et en langues nationales.

Elle assure l'installation, l'exploitation et la maintenance d'équipements techniques de réception, de diffusion de sons des radios de service public.

Art. 17 : La radio-Lomé comprend neuf (9) divisions :

- la division des programmes ;
- la division des actualités ;
- la division des magazines, enquêtes et sports ;
- la division des approvisionnements de l'énergie et de la maintenance ;
- la division de la production et des échanges ;
- la division de la basse fréquence ;
- la division de la radio fréquence (Togblékopé) ;
- la division de la radio éducative ;
- la division de la documentation.

Paragraphe 3 - La Radio-Kara

Art 18 : La radio-Kara est chargée d'informer, d'éduquer et de divertir par des émissions produites et diffusées en français, en anglais ou en toute autre langue étrangère et en langues nationales.

Elle assure l'installation, l'exploitation et la maintenance d'équipements techniques de réception, de diffusion de sons des radios de service public.

Art. 19 : La radio-Kara comprend neuf (9) divisions :

- la division des programmes ;
- la division des actualités ;
- la division des magazines, enquêtes et sports ;
- la division des approvisionnements, de l'énergie et de la maintenance ;
- la division de la production et des échanges ;
- la division de la basse fréquence ;

- la division de la haute fréquence (Bohou) ;
- la division de la radio éducative ;
- la division de la documentation.

Paragraphe 4 - La Direction nationale des Radios rurales

Art. 20 : La direction nationale des radios rurales est chargée de promouvoir les radios rurales, de planifier et de coordonner la production et la diffusion, par des stations de radios publiques, des émissions locales, régionales ou nationales.

La direction nationale des radios rurales coordonne les activités des stations de radios rurales publiques placées sous son contrôle.

Art. 21 : La direction nationale des radios rurales comprend trois (3) divisions :

- la division des études d'installation et d'exploitation des radios rurales ;
- la division de la coordination des programmes et productions des radios rurales ;
- la division de la maintenance et de la coordination technique.

Paragraphe 5 - L'Agence Togolaise de Presse (ATOP)

Art. 22 : L'Agence Togolaise de Presse collecte, sur l'ensemble du territoire national, les informations et faits d'actualité et les distribue à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Elle collecte également des informations internationales et en assure la distribution sur le territoire national.

Art. 23 : L'Agence Togolaise de Presse comprend trois (3) divisions :

- la division de la rédaction et des publications ;
- la division et des études et de la documentation ;
- la division de la coordination technique.

Paragraphe 6 - Le Centre de Formation et de Recyclage en Communication (CFRC)

Art. 24 : Le centre de formation et de recyclage en communication assure la formation permanente et le recyclage du personnel des organes publics de communication. Il élabore des programmes périodiques de formation et les exécute avec le concours des compétences internes et externes.

Art. 25 : Le centre de formation et de recyclage en communication comprend trois (3) divisions :

- la division de la formation et du recyclage en communication ;
- la division de la formation et du recyclage des techniciens et ingénieurs ;
- la division des nouvelles technologies de communication.

Paragraphe 7 - Le Centre National de Production Audiovisuelle (CNPA)

Art. 26 : Le centre national de production audiovisuelle assure la couverture, la réalisation et la production d'émissions pour les différentes chaînes de radio et de télévision du secteur public.

Art. 27 : Le centre national de production audiovisuelle comprend trois (3) divisions :

- la division de la production ;
- la division de la réalisation ;
- la division de la coopération technique.

Sous-section II - LA DIRECTION DE LA FORMATION CIVIQUE

Art. 28 : La direction de la formation civique est chargée de la mise en œuvre de la politique de formation civique définie par le gouvernement.

La direction de la formation civique élabore les programmes de formation civique avec le concours des ministères intéressés et des institutions nationales et internationales.

Art. 29 : La direction de la formation civique comprend quatre (4) divisions :

- la division de la production et de la documentation
- la division des programmes médias ;
- la division des conférences et séminaires ;
- la division des recherches et évaluations.

Art. 30 : La division de la production et de la documentation assure la conception et la production d'articles, de sketches, de spots et d'affiches en matière de formation civique. Elle centralise la documentation sur la formation civique des citoyens et les rend accessibles aux médias.

Art. 31 : La division des programmes médias assure la programmation des émissions et publications sur la formation civique et veille à leur diffusion par les médias.

Art. 32 : La division des conférences et séminaires assure la programmation et l'organisation des conférences publiques et

séminaires dans le domaine de la formation civique. Elle élabore des programmes spécifiques de formation civique.

Art. 33 : La division des recherches, de la planification et des évaluations assure la recherche, la planification et procède à l'évaluation des programmes et stratégies de mise en œuvre de la politique nationale de formation civique.

Sous-section III - LA DIRECTION DES AFFAIRES COMMUNES (DAC)

Art. 34 : La direction des affaires communes est chargée de :

- la gestion des ressources humaines du département de la communication et de la formation civique ;
- l'élaboration et le contrôle de l'exécution du budget du ministère ;
- la gestion et la maintenance des infrastructures et équipements du ministère.

Art. 35 : La direction des affaires communes comprend trois (3) divisions :

- la division des affaires administratives et du personnel ;
- la division de la planification, du budget et de la comptabilité ;
- la division des infrastructures, des équipements et de la maintenance.

SECTION III - LES SERVICES EXTERIEURS

Art. 36 : Les radios rurales publiques, les bureaux régionaux et préfectoraux de l'agence togolaise de presse sont des services extérieurs du ministère de la Communication et de la Formation civique.

Art. 37 : Chaque radio rurale comprend deux (2) divisions :

- la division des programmes et de la production ;
- la division des informations.

Art. 38 : L'agence togolaise de presse est représentée au niveau des régions et préfectures par les bureaux régionaux et préfectoraux. Les bureaux régionaux sont des divisions.

SECTION IV - LES INSTITUTIONS ET ORGANISMES RATTACHES

Art. 39 : Le ministère de la Communication et de la Formation civique exerce sa tutelle sur les institutions et organismes suivants :

- la Société nationale des Editions du Togo (EDITOGO) ;

- la Régie Nationale de Publicité (RNP).

Art. 40 : Les institutions et organismes sous tutelle sont régis par les textes qui les ont créés.

CHAPITRE III : DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

Art. 41 : Chaque service technique de la direction générale de la communication est placé sous l'autorité d'un directeur.

Art. 42 : Le directeur général de la communication peut, en cas de besoin, être assisté par un adjoint.

Art. 43 : Le directeur de cabinet, le directeur général de la communication, le directeur de la formation civique, le directeur des affaires communes, les directeurs des services techniques centraux de la direction générale de la communication sont nommés par décret en conseil des ministres, sur proposition du ministre de la Communication et de la Formation civique.

Art. 44 : Les attachés de cabinet, les conseillers techniques, le chef du secrétariat particulier, le directeur général adjoint de la communication, les directeurs des radios rurales, les chefs de divisions et les chefs de bureaux régionaux de l'agence togolaise de presse sont nommés par arrêté du ministre.

Art. 45 : Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires, notamment le décret n° 2001-113/PR du 9 mai 2001 portant attributions et organisation du ministère de la Communication et de la Formation civique.

Art. 46 : Le ministre de la Communication et de la Formation civique est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République Togolaise.

Le Président de la République
Faure Essozimna GNASSINGBE

Le Premier Ministre
Edem KODJO

Le ministre de la Communication et de la Formation civique
Biossey Kokou TOZOUN

DÉCRET N° 2005- 099 /PR du 28 octobre 2005 portant attributions et organisation du ministère de l'Équipement, des Transports et des Postes et Télécommunications

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'Équipement, des Transports et des Postes et Télécommunications ;